



# Résultats, apprentissage et connaissances

Projet Prospectsaso



CONSELL COMARCAL  
DE L'ALT EMPORDÀ



Comunitat de Treballadors de les Illes Balears  
Comunidad de Trabajadores de las Islas Baleares  
Comunitat de Treballadors Illes Balears  
Prestadors i Clients



PROSPECT SASO

Interreg  
POCTEFA



---

# Résultats, apprentissage et connaissances

Projet Prospectsaso

---

## PROFESSIONNELS AYANT PARTICIPÉ À LA RÉDACTION DES ARTICLES

### Service d'Action sociale du Consell Comarcal de l'Alt Empordà

- ✍️ Ouafae Acharki, intégratrice sociale et agente d'accueil
- ✍️ Luci Alvarado, éducatrice sociale des services sociaux
- ✍️ Rosa Guixé, travailleuse sociale et directrice technique du service d'Action sociale
- ✍️ Neus Juanola, éducatrice sociale et technicienne des politiques migratoires
- ✍️ Roger López, sociologue et technicien de l'inclusion sociale
- ✍️ Marta Lloret, éducatrice sociale des services sociaux
- ✍️ Abdessalam Loukan, intégrateur social et agent d'accueil
- ✍️ Glòria Pla, psychologue et coordinatrice de la section du vieillissement actif et des soins aux familles
- ✍️ Meritxell Pomés, pédagogue et technicienne de l'enfance
- ✍️ Imma Quintana, politologue et technicienne de l'inclusion, coordinatrice du projet Prospectsaso
- ✍️ Dolors Terradas, éducatrice sociale des services sociaux
- ✍️ Montse Sànchez, travailleuse sociale et coordinatrice de l'Unité littorale des services sociaux

### Service de Jeunesse du Consell Comarcal de l'Alt Empordà

- ✍️ M. José Navarro, technicienne de la jeunesse
- ✍️ Joan Salellas, coordinateur du service de Jeunesse
- ✍️ Alexis Sánchez, technicien de la jeunesse
- ✍️ Aleix Serra, technicien de la Jeunesse

### Texte en catalan révisé par le Service comarcal de catalan de l'Alt Empordà

---

Traduction : Babeth Genais

Mise en page : Verd Disseny

---

### ProspecTsaso EFA019/15

Le projet a été cofinancé à hauteur de 65 % par le Fonds européen de développement régional (FEDER) dans le cadre du programme Interreg V-A Espagne-France-Andorre (POCTEFA 2014-2020). L'objectif du POCTEFA est de renforcer l'intégration économique et sociale de l'espace transfrontalier Espagne-France-Andorre. Son aide est destinée au développement d'activités économiques, sociales et environnementales transfrontalières au travers de stratégies communes qui favorisent le développement durable du territoire.



---

## SOMMAIRE

<b>Présentation : Un projet pour aider les personnes, qui ne connaissent pas de frontières</b> Josep M. Bernils   Vice-président du Consell Comarcal de l'Alt Empordà	pag. 4
<b>Introduction</b> Rosa Guixé   Directrice technique du service d'Action sociale	pag. 6
<b>L'essor de la coopération transfrontalière dans le domaine sanitaire et social</b> Imma Quintana	pag. 7
<b>Le fonctionnement des projets de coopération européenne : un financement extraordinaire et une gestion complexe</b> Roger López	pag. 9
<b>Comment travailler avec les jeunes dans les quartiers à forte immigration ?</b> Abdessalam Loukan   Ouafae Acharki	pag. 10
<b>Une meilleure compréhension de la situation de la prostitution transfrontalière</b> Neus Juanola	pag. 11
<b>Les jeunes et la santé en milieu transfrontalier</b> M. José Navarro   Joan Salellas   Alexis Sánchez   Aleix Serra	pag. 12
<b>L'essor du réseau professionnel transfrontalier dans l'accueil des migrants</b> Abdessalam Loukan   Ouafae Acharki   Neus Juanola	pag. 13
<b>Placer la participation et les savoirs des personnes en situation de vulnérabilité au cœur des projets et des interventions sociales</b> Neus Juanola   Imma Quintana	pag. 14
<b>Partager et innover pour mieux accompagner les familles en situation de vulnérabilité</b> Marta Lloret   Meritxell Pomés   Dolors Terradas	pag. 15
<b>Prévention de la maltraitance des personnes âgées</b> Glòria Pla   Roger López   Rosa Guixé	pag. 16
<b>Nous renforçons le réseau entre les professionnels et les centres de formation des universités</b> Luci Alvarado   Montse Sánchez   Imma Quintana	pag. 17

---

## PRÉSENTATION

# Un projet pour aider les personnes, qui ne connaissent pas de frontières

**Josep M. Bernils** | Vice-président du Consell Comarcal de l'Alt Empordà - Service d'aide aux personnes Conseiller des relations transfrontalières

Dans l'Alt Empordà, il y a une rivière qui prend sa source entre Albanyà et Serrallonga, une commune du Vallespir, et se jette dans la baie de Roses, au beau milieu de la comarque. Il s'agit de la Muga, un mot qui en basque signifie frontière et que nous utilisons ici aussi pour désigner les pierres qui marquent la limite territoriale entre les États français et espagnol.

Le journaliste et ami Xavier Febrés, qui a probablement le plus écrit sur notre frontière, a publié en 1984 un livre grand format intitulé « Les Pyrénées, frontière et porte de la Catalogne ». L'ouvrage fut l'occasion de découvrir, pour un grand nombre d'entre nous, qu'au-delà de cette division artificielle, il y avait deux territoires avec des racines et même des problématiques communes.

« La Catalogne a une partie de son territoire qui s'étend plus au nord, jusqu'en France. Elle vit aussi à cheval sur une frontière. La créer fut une absurdité et l'ignorer aujourd'hui

serait tout aussi absurde. Il faut la saisir, la connaître, tenir compte de ses *burots* et ne plus les craindre. Les États y ont planté des séparations qui leur sont propres », écrivait cet auteur. Febrés est un spécialiste de Josep Pla et un connaisseur et divulgateur exceptionnel de l'Empordà et de ce territoire voisin, situé plus au nord, que nous appelons également le « versant méditerranéen des Pyrénées » ou, plus formellement, la Catalogne Nord.

En tant que représentant de l'Administration comarcale chargée des services sociaux de toutes les communes du territoire de l'Alt Empordà, excepté la ville de Figueres qui en raison du nombre d'habitants les gère directement, nous sommes fiers de participer et, dans certains aspects, diriger ce travail conjoint transfrontalier conjuguant les versants sanitaire et social, dont les conclusions sont présentées dans ce document.

Cela fait déjà plusieurs années, de nombreuses années (plus précisément entre 1985 et 1990), que les accords de



Schengen ont commencé à supprimer les frontières entre les pays européens. Depuis lors, la libre-circulation des personnes, des biens, des services et des marchandises est un fait ou, mieux encore, un droit de tous les citoyens de l'Union européenne.

Au cours des dernières années, dans l'Alt Empordà et les Pyrénées-Orientales, même si c'est encore modeste et naissant, nous avons commencé à effacer la frontière de notre carte mentale et administrative dans l'application des politiques sociales. Le projet PROSPECTSASO est un premier fait majeur, mais bien d'autres doivent suivre, et nous comptons sur vous tous, administrations et techniciens, pour y parvenir.

Nous avons ouvert une porte, pour reprendre les mots de cet écrivain à vocation transfrontalière, mais il nous faut en ouvrir beaucoup d'autres. Je le répète, nous devons être conscients que ceci n'est la fin de rien, bien au contraire. C'est le début d'un travail conjoint, mené de part et d'autre

de la frontière, que nous pourrons très certainement développer dans beaucoup d'autres domaines.

Je vous parlais, en début de ce texte, de la rivière Muga. À travers cet exemple, la nature nous a montré comment il est possible d'établir des limites territoriales sur une carte, mais la réalité est tout autre. Une rivière qui prend sa source d'un côté de la frontière pour se jeter de l'autre (et ce n'est pas la seule des Pyrénées). La nature, en somme, ne connaît pas de frontières. Pas plus que les personnes. C'est pourquoi ce projet qui promeut la coopération sanitaire et sociale a une raison d'être. Mais il faut aussi que d'autres suivent. ■



# Introduction

Rosa Guixé | Directrice technique du service d'Action sociale

**Le document que vous avez entre les mains reprend une partie de l'expérience, de l'apprentissage et des connaissances que les équipes et les professionnels du service d'Action sociale ont acquis lors du projet transfrontalier Prospectsaso.**

Durant ces quatre dernières années, ce projet nous a permis de devenir de réels acteurs de la coopération transfrontalière dans le domaine sanitaire et social. Tout ceci a été rendu possible grâce à l'implication et au travail résolu de tous les partenaires engagés. Nous sommes reconnaissants et heureux d'avoir pu prendre part à ce projet novateur.

Plusieurs professionnels du service d'Action sociale ont codirigé, avec d'autres partenaires, des actions auxquelles ont participé diverses institutions et associations de la comarque appartenant à ce réseau professionnel. Les différentes journées transfrontalières et les séances de travail que nous avons organisées à Figueres ces dernières années ont généré une importante participation, mettant en valeur l'intérêt et le besoin des acteurs locaux de travailler conjointement et d'améliorer les modèles et les pratiques de l'intervention sociale pour répondre aux enjeux sociaux de notre comarque transfrontalière.

L'évaluation du travail effectué et des résultats du projet est très positive. Comme vous le verrez à la lecture des différents articles, la coopération transfrontalière a généré une dynamique de travail et d'échange très productive, qui a eu des impacts concrets sur nos activités et l'action professionnelle au quotidien.

Le projet Prospectsaso nous a permis de progresser dans plusieurs domaines. Nous avons étendu notre réflexion sur le modèle d'intervention sanitaire et sociale et l'avons partagé avec d'autres acteurs de part et d'autre de la frontière ; nous avons approfondi notre analyse sociale du territoire et créé de nouveaux espaces de connaissance, tel

que le diagnostic social transfrontalier ; nous avons participé à des formations et des débats de fond sur des méthodologies d'intervention et des outils afin de mieux répondre aux enjeux sociaux du territoire identifiés, et, dernier point mais non des moindres, nous avons visibilisé la pratique professionnelle des acteurs de l'intervention sociale et le besoin de travailler pour renforcer la participation et le développement du pouvoir d'agir des personnes accompagnées.

Le projet Prospectsaso nous a donc permis de partager la quotidienneté



de l'intervention sanitaire et sociale et des pratiques professionnelles. D'un point de vue stratégique, le projet nous a permis de mettre en place des partenariats institutionnels et de générer de nouveaux réseaux professionnels, de créer des outils utiles qui favorisent la coopération et de progresser vers la co-construction de dispositifs innovants qui appuient l'action sanitaire et sociale transfrontalière.

Cette expérience de travail nous a amenés à vouloir développer de nouveaux projets. Nous voulons matérialiser les propositions et les idées qui ont émergé durant ces quatre dernières années. C'est dans ce but que nous mettons nos connaissances à disposition d'autres acteurs susceptibles d'être intéressés et nous les encourageons

  
**Le projet nous a permis de mettre en place des partenariats institutionnels et de générer de nouveaux réseaux professionnels, de créer des outils utiles qui favorisent la coopération et de progresser vers la co-construction de dispositifs innovants qui appuient l'action sanitaire et sociale transfrontalière.**

à nous contacter pour entreprendre de nouveaux projets pendant la période 2021-2027 du programme Interreg-Poctefa.

La situation de crise sanitaire et sociale appelle de nouvelles alliances pour affronter conjointement les enjeux qui nous attendent. Pour avancer sur cet axe avec les différents acteurs locaux du secteur sanitaire et social situés de part et d'autre de la frontière, nous devons faire grandir cet espace de coopération transfrontalière afin d'améliorer la qualité de vie de toutes les personnes résidant dans la comarque et dans l'espace catalan transfrontalier. ■

# L'essor de la coopération transfrontalière dans le domaine sanitaire et social

Imma Quintana

**En 2016, suite à un échange professionnel avec des enseignants de l'Institut régional du travail social (IRTS) de Perpignan, nous avons eu l'opportunité d'intégrer une équipe travaillant à l'élaboration d'un projet de coopération transfrontalière axé sur l'intervention sanitaire et sociale.**

La possibilité de s'inscrire dans un partenariat avec d'autres acteurs offrait un espace de travail idéal pour mettre en œuvre des actions d'amélioration de la pratique professionnelle et de l'intervention sanitaire et sociale, aussi bien d'un point de vue comarcal que transfrontalier. Le projet a été sélectionné par les autorités responsables de la gestion du programme POCTEFA-INTERREG.

Notre équipe a alors vu émerger un nouvel espace de coopération nous permettant de mettre en place des actions à une échelle territoriale différente, sur

développer la coopération transfrontalière dans les politiques sanitaires et sociales, et dans l'intervention professionnelle qui s'y rattache.

Le projet Prospectsaso a sans aucun doute créé un contexte favorable pour les différentes équipes du service d'Action sociale du Consell comarcal de l'Alt Empordà, qui ont participé à un nouvel espace de travail et ont disposé de ressources pour mener à bien des actions qui, sans ce projet, n'auraient très certainement pas vu le jour.

D'un point de vue opérationnel, le projet a permis de déployer des actions visant, avant tout, à promouvoir la réflexion professionnelle parmi les différents acteurs locaux, à identifier des méthodologies d'intervention et des bonnes pratiques, à dispenser et recevoir des formations, à encourager l'apprentissage et l'échange d'informations et de connaissances entre professionnels.

a mis en évidence le besoin pour les participants d'apprendre à mieux se connaître, à commencer par les langues – qui n'ont jamais entravé la coopération –, mais surtout en ce qui concerne les structures de travail des administrations locales, les associations, les ressources existantes, les services, les projets ou les outils d'observation.

Le projet nous a également permis d'améliorer nos connaissances sur le diagnostic du territoire transfrontalier : identifier et partager les besoins sociaux, les profils des personnes les plus vulnérables et les acteurs. D'échanger des bonnes pratiques, des méthodologies et des outils d'intervention pour améliorer la pratique professionnelle. D'avoir la possibilité de nous former dans des domaines de l'intervention sociale moins développés dans notre contexte, et de partager des cas et des interventions concrètes.



La possibilité de s'inscrire dans un partenariat avec d'autres acteurs offrait un espace de travail pour mettre en œuvre des actions d'amélioration de la pratique professionnelle et de l'intervention sanitaire et sociale, aussi bien d'un point de vue comarcal que transfrontalier.

une période de quatre ans, et qui positionnait notre institution et la comarque dans la coopération transfrontalière dans le domaine sanitaire et social.

L'élan que les partenaires ont insufflé au projet au cours des quatre dernières années, ainsi que le grand nombre d'activités réalisées ont permis de

Ces actions ont pris des formes et des envergures différentes. Nous avons pu travailler à différentes échelles d'intervention, ce qui nous a permis d'approfondir nos connaissances sur les services, programmes et ressources d'accompagnement social de l'autre côté des Pyrénées. Toujours de ce point de vue opérationnel, le projet

D'un point de vue plus conceptuel et symbolique, le projet Prospectsaso a favorisé la création d'un espace de travail nous permettant de dépasser nos propres cadres de réflexion pour explorer de nouvelles pistes d'amélioration de nos politiques sociales et de nos interventions professionnelles. Les nouveaux apprentissages nous ont situés dans un





**Le projet Prospetsaso a favorisé la création d'un espace de travail nous permettant de dépasser nos propres cadres de réflexion pour explorer de nouvelles pistes d'amélioration de nos politiques sociales et de nos interventions professionnelles.**

contexte d'amélioration continue pour faire évoluer les paradigmes, les modèles et les méthodologies de travail qui doivent venir renforcer le modèle d'intervention sociale axé sur la personne.

Le projet nous a permis de constater à quel point, dans le cadre de la coopération transfrontalière, malgré l'existence de cadres juridiques et d'intervention sociale distincts de part et d'autre de la frontière, ou l'existence de différents dispositifs, ressources, cultures et politiques publiques, les professionnels de l'intervention sociale partagent la même mission : assurer une existence digne et l'inclusion sociale de toutes les personnes qu'ils accompagnent.

D'autre part, le projet a montré l'importance de créer des espaces de travail transfrontaliers entre professionnels, où ce qui est travaillé a un impact réel et direct sur leur pratique quotidienne. Dans ce domaine, le fait de pouvoir impliquer les meilleurs professionnels a été décisif. Ils ont pu développer une connaissance mutuelle avec d'autres professionnels, tisser un réseau et construire des espaces de confiance et de collaboration professionnelle.

Le travail de coopération transfrontalière a émergé au cours des différentes rencontres et journées, mais s'est surtout imposé comme une évidence lors des moments de débat et de réflexion, et lorsque les professionnels ont pu partager leurs préoccupations respectives. Cela s'est traduit dans de nombreux cas par le besoin de faire évoluer le travail social en incorporant de nouvelles méthodologies et ou-

tils d'intervention en vue d'améliorer l'accompagnement des personnes les plus vulnérables et pour faire face aux difficultés sociales communes.

À ce titre, il est important de souligner le travail déployé par les actions menées par nos équipes responsables de l'accompagnement à la parentalité et des familles, de la prévention de la maltraitance des personnes âgées et de l'accueil des personnes migrantes. Dans tous les cas, cela a mis en lumière le besoin de faire progresser le modèle d'intervention sociale et les pratiques professionnelles en introduisant la participation des usagers, en étudiant des stratégies de développement du pouvoir d'agir et en favorisant des modèles d'intervention communautaire.

Nous avons donc pu constater comment la coopération transfrontalière a permis de situer les pratiques dans des contextes de questionnement professionnel à différents points de vue : aussi bien en termes de modèles et de concepts que de méthodologies de travail et d'outils. Le projet a également montré à quel point il a été important pour les professionnels des administrations et des associations d'avoir travaillé sur ce projet avec les centres de formation des futurs professionnels. À ce titre, nous tenons à souligner le travail conjoint et enrichissant réalisé avec la Faculté d'éducation et de psychologie

du travail social d'Erasmus de Toulouse et l'Institut régional de travail social (IRTS) de Perpignan.

L'expérience du projet Prospetsaso montre que nous nous sommes engagés sur un chemin de coopération transfrontalière qui a permis aux différents acteurs locaux de mieux se connaître mutuellement, de développer de nouveaux axes de travail dans le domaine sanitaire et social, et d'ouvrir de nouveaux horizons de possibilités.

Pour que ces axes de travail lancés dans le domaine sanitaire et social prennent racine dans la comarque et dans l'espace transfrontalier catalan, il faut pouvoir les accompagner et les renforcer par un projet global de territoire transfrontalier.

La construction d'une coopération transfrontalière ne peut pas se fonder uniquement sur des projets à court terme et une logique d'opportunité.

Ces projets doivent pouvoir être accompagnés et s'inscrire dans une action politique plus concrète. Une politique publique qui émerge de tous les acteurs locaux et transfrontaliers du territoire, basée sur des diagnostics et des besoins communs de part et d'autre de la frontière, afin de favoriser de nouvelles alliances et espaces de travail communs. ■



de l'Université de Gérone, l'École de travail social de la Faculté d'éducation de l'Université de Barcelone, l'Institut

# Le fonctionnement des projets de coopération européenne : un financement extraordinaire et une gestion complexe

Roger López

Cela fait déjà plus de 15 ans que le service d'Action sociale du Consell comarcal de l'Alt Empordà participe à des projets d'envergure internationale de nature très différente (transnationaux, européens, transfrontaliers et de coopération), qui ont permis aux différentes équipes de grandir et de bénéficier des apprentissages qui en ont découlé et ont eu un impact sur la population.

L'expérience acquise dans la gestion de ces projets montre qu'ils apportent une forte valeur ajoutée à l'organisme et ses professionnels. Tout d'abord, parce qu'ils permettent de financer des propositions de travail dans des domaines spécifiques d'intervention dans lesquels l'organisme a une expérience limitée, et qu'ils permettent de mettre en œuvre des initiatives à partir des nouvelles connaissances produites dans le cadre des espaces de travail et d'échange avec les autres membres associés aux partenariats. En deuxième lieu, parce qu'ils ont un impact sur la formation des professionnels du service qui, à travers ces projets, créent des espaces de formation et d'amélioration de la pratique professionnelle.

Pour le service d'Action sociale, ces projets représentent une source de financement extraordinaire pour mettre en œuvre des actions basées sur l'échange de connaissances et l'expérience professionnelle, qui visent à améliorer les pratiques professionnelles, les programmes et les actions non couvertes par les sources de financement habituelles dans la comarque.

Cette fenêtre d'opportunité, qui facilite également la possibilité d'introduire des améliorations dans la gestion des services et des programmes et dans l'aide et l'accompagnement des usagers, contraste avec les difficultés internes et organisationnelles découlant de la gestion complexe de ces projets.

Premièrement, parce qu'ils entraînent une pression supplémentaire sur les



différentes équipes de l'organisme impliquées dans la gestion du projet et sur les profils professionnels qui contribuent à sa mise en œuvre à différents niveaux de responsabilité. Ces difficultés trouvent leur origine dans la complexité des programmes de fonds européens, qui très



**Les projets transfrontaliers représentent pour le service d'Action sociale une source de financement extraordinaire pour mettre en œuvre des actions basées sur l'échange de connaissances et l'expérience professionnelle.**

souvent ne sont pas adaptés aux axes de travail et aux schémas financiers de l'organisme, ou entraînent une importante charge administrative, notamment liée aux processus de justification souvent compliqués. Deuxièmement, parce que l'organisme est lui-même limité pour répondre comme il se doit aux exigences de gestion des autorités de gestion européennes, principalement en raison du manque de connaissances et d'expertise dans ce domaine et de la faiblesse de sa structure de support interne.

À ces difficultés internes s'ajoutent souvent celles provoquées par le manque de vision stratégique des autorités locales, qui sous-estiment le potentiel des projets de coopération internationale comme outils tactiques de renforcement des politiques publiques dans les différents domaines relevant de leurs compétences.

Cela vient renforcer une vision court-terministe de la participation des autorités locales dans les projets internationaux, qui met davantage l'accent sur les résultats immédiats que sur les besoins stratégiques des organismes. L'une des conséquences de cette vision limitée des projets de coopération internationale est le manque de profils professionnels spécialisés ou d'unités de support spécifiques au sein du Consell comarcal. Cette réalité surcharge les profils techniques et administratifs, qui doivent mener de concert ces missions complexes avec leurs autres fonctions.

Actuellement, malgré ce contexte organisationnel, le bagage acquis par plusieurs professionnels du Consell comarcal dans ce domaine ces dernières années a permis d'engranger un vaste savoir-faire en matière de gestion et de planification de projets internationaux, qui à n'en pas douter peut contribuer à doter l'action de coopération internationale mise en œuvre par notre institution d'une orientation plus stratégique et opérationnelle. ■

# Comment travailler avec les jeunes dans les quartiers à forte immigration ?

Abdessalam Loukan | Ouafae Acharki

**L'action du projet Prospectsaso menée par l'Université de Gérone sur le travail avec des jeunes dans des quartiers à forte immigration nous a permis d'en savoir plus sur cette intervention du côté français.**

Nous avons rencontré plusieurs associations dont la mission est d'accompagner les jeunes les plus vulnérables. Un grand nombre d'entre elles prônent une intervention sociale avec le soutien de bénévoles. D'autres fonctionnent sur un modèle plus communautaire et basé sur l'accès aux droits en s'inspirant des principes de l'éducation populaire. Ces dernières peuvent compter sur des bénévoles très activistes, composés en grande partie de professionnels du travail social et éducatif.



Même si la réalité des quartiers français les plus défavorisés n'est pas comparable à celle de notre comarque et de nos communes, nous constatons qu'à petite échelle, il existe également une ségrégation urbaine et que les ressources publiques ne sont pas très inclusives.

À Toulouse et à Perpignan, ces associations sont situées dans des zones urbaines socialement défavorisées et périphériques, les quartiers prioritaires, où les politiques municipales allouent des ressources pour mobiliser les acteurs locaux et mettre en œuvre des projets dans les domaines de l'emploi et de l'économie, de l'éducation, de l'amélioration du niveau de vie, de l'accès à la santé et à la culture.

Les associations mettent en place des projets dans les quartiers, les espaces urbains d'identification et de socialisation des jeunes. Malgré l'investissement de l'État dans les équipements et les ressources, rien n'est fait pour inciter les jeunes à participer à d'autres projets municipaux ou à accéder à d'autres types de ressources. Cette réalité signifie que les activités sont fortement ségréguées et génèrent une dynamique d'auto-exclusion.



En Catalogne, c'est l'administration autonome qui est responsable des politiques de jeunesse. Et c'est l'administration locale qui est compétente en matière de plans locaux pour la jeunesse : elle définit les actions et externalise des services spécifiques, tels que les centres aérés ou les activités de loisirs. Les jeunes des quartiers ou des communes à forte immigration disposent d'un double circuit d'accès aux loisirs ou aux ressources adaptées puisqu'en plus des activités de loisir payantes, il y a une offre de loisirs pour les familles en difficultés économiques. Cependant, dans la pratique, ces politiques locales conduisent également à la ségrégation des espaces de loisir.

Même si la réalité des quartiers français les plus défavorisés n'est pas comparable à celle de notre comarque et de nos communes, nous constatons qu'à petite échelle, il existe également

une ségrégation urbaine et que les ressources publiques ne sont pas très inclusives.

Nous avons été frappés par le fait que, malgré l'existence de fortes inégalités économiques et sociales entre des communautés d'origines diverses, certaines personnes issues de la « deuxième et troisième génération » d'immigrés expriment un fort sentiment d'appartenance à la Nation et à la citoyenneté françaises.

Ce sentiment d'appartenance semble traverser une crise chez les plus jeunes, une réalité similaire de part et d'autre de la frontière.

Quant aux jeunes descendants d'immigrés nés en Catalogne, nous savons qu'ils se sentent à moitié d'ici et à moitié de là-bas, et montrent des sentiments partagés lorsqu'ils parlent de leur côté catalan et de leur attachement à l'origine familiale.

Bien que les modèles d'accueil catalan et français reposent sur des critères de citoyenneté très différents, ils ont en commun la persistance d'une vision colonialiste fondée sur un racisme structurel, qui génère de fortes inégalités. Il serait nécessaire de travailler ce sentiment d'appartenance des jeunes à partir d'un modèle d'égalité réelle d'accès aux droits et de plein exercice de la citoyenneté. ■

# Une meilleure compréhension de la situation de la prostitution transfrontalière

Neus Juanola

**Les séances de travail auxquelles j'ai participé dans le cadre d'une action du projet Prospectsaso – menée par l'Université de Gérone dans le but de mieux appréhender la situation de la prostitution dans la zone transfrontalière – ont constitué un espace de travail et de réflexion très intéressant pour notre comarque.**

Les modèles d'accompagnement des femmes en situation de prostitution côté français ne sont pas très différents des modèles d'intervention en Catalogne. Dans les deux cas, deux points de vue s'affrontent : un modèle abolitionniste, qui veut éradiquer la prostitution, et un modèle qui défend l'accès au travail et les droits sociaux des travailleuses du sexe. Ces deux modèles ont, partout en Europe, une forte composante idéologique qui divise profondément le mouvement féministe, jusqu'à un point de quasi-rupture.

Dans notre contexte, l'État a adopté un modèle plus abolitionniste malgré l'existence d'un vide juridique. L'exercice de la prostitution n'est pas illégal, en ce sens qu'il ne constitue pas une infraction pénale, mais c'est une activité qui n'est pas réglementée. Dans la pratique, cela signifie que les droits professionnels des travailleuses du sexe ne sont pas reconnus. Dans ce cadre juridique, l'Administration n'intervient qu'en présence de cas de proxénétisme ou de traite des femmes, comme le prévoit le Code pénal.

En France, la prostitution est une activité illégale et s'y livrer est interdit. Mais la réalité de la prostitution dans l'espace transfrontalier catalan s'explique en grande partie par le cadre juridique côté français. S'agissant d'une activité interdite dans leur pays, il est plus facile pour de nombreux Français de traverser la frontière et d'aller dans les clubs et les bordels de l'Alt Empordà.

Je vous recommande la lecture de l'étude *Du visible à l'invisible : prosti-*

*tution et effets-frontières*, de Sophie Avarguez et Aude Harlé, ainsi que les articles publiés par Pilar Albertín et José Antonio Langarita, suite à leur recherche menée dans le cadre du projet Prospectsaso<sup>1</sup>. On constate qu'il existe une idée répandue parmi les jeunes Français, et dans la société en général, concernant la pratique de la prostitution, qui construit une idéologie commune qui invisibilise, stigmatise et victimise les femmes en situation de prostitution.

Cette réalité appelle une stratégie transfrontalière et un espace de travail avec les différents acteurs locaux : pour avancer dans le travail complexe d'accompagnement des femmes en situation de prostitution ; pour écouter leurs histoires de vie ; pour approfondir les perspectives de travail et le regard des associations et des professionnels (victimisation ou développement du pouvoir d'agir comme deux approches totalement opposées) ; pour promouvoir la sensibilisation et l'éducation émotionnelle des jeunes sur l'objectivation des femmes et leur exploitation sexuelle, et pour dénoncer la stigmatisation sociale dont les prostituées font l'objet, mais pas les clients.

La réflexion générée soulève également d'autres questions de fond qui doivent être abordées : le prohibitionnisme fait-il disparaître la prostitution ? Ou bien génère-t-il une plus grande invisibilisation, ainsi que des pratiques plus clandestines et plus dangereuses ? Et aussi, comment pouvons-nous mieux travailler en réseau pour identifier les situations de traite qui constituent une violation des droits humains et portent atteinte à la liberté et à la dignité des personnes ? ■



**Les modèles d'accompagnement des femmes en situation de prostitution côté français ne sont pas très différents des modèles d'intervention en Catalogne. Dans les deux cas, deux points de vue s'affrontent: un modèle abolitionniste, qui veut éradiquer la prostitution, et un modèle qui défend l'accès au travail et les droits sociaux des travailleuses du sexe.**

1. Avarguez, S. Et Harlé, Aude (2013). *Du visible à l'invisible : prostitution et effets-frontières. Vécus, usages sociaux et représentations dans l'espace catalan transfrontalier*. Balzac Éditeur.

Albertín, P. and Langarita, J.A. « Trabajo Sexual en zona transfronteriza: navegando en los márgenes para re-abrir el debate. » *Encrucijadas. Revista Crítica de Ciencias Sociales* 17 (2019) : 1-24 et Albertín, P. and Langarita, J.A. « Discours à la frontière : processus d'inclusion-exclusion liés au phénomène de la prostitution. » *Revue Pensée Plurielle* (2019) : 147-166.

# Les jeunes et la santé en milieu transfrontalier

M. José Navarro | Joan Salellas | Alexis Sánchez | Aleix Serra

Le projet Prospectsaso nous a permis de travailler sur différents problèmes liés à la santé et aux jeunes à partir de rencontres et d'actions organisées au cours des quatre dernières années. Ce travail, réalisé avec des jeunes et les associations qui les accompagnent en Catalogne et en France, a favorisé la création d'un espace pour définir des interventions et des actions communes possibles en milieu transfrontalier. Voici un bref résumé des activités réalisées.

En 2017, nous avons organisé plusieurs rencontres, réunions et visites d'associations dans le but de mettre en commun les différents programmes et besoins de chaque territoire dans le domaine de la santé des jeunes en milieu transfrontalier. Ces réunions ont permis d'établir un cadre d'action commun et d'identifier les actions communes qui pourraient contribuer à améliorer la prise en charge et la prévention santé auprès des jeunes.



En 2018, nous avons mené différentes actions s'inscrivant dans la continuité du réseau transfrontalier et visant à améliorer la prise en charge et la prévention santé auprès des jeunes. Tout d'abord, nous avons procédé à un échange de professionnels avec deux associations de Perpignan : Parenthese66 et la Maison de vie du Roussillon. Puis nous avons mis en place un échange transfrontalier de jeunes avec les responsables des associations École régionale de la 2ème Chance de Perpignan et CEMEA 66 dans le but de promouvoir la prévention santé et la pratique du sport comme de bonnes

habitudes saines parmi des groupes de jeunes de part et d'autre de la frontière. Côté catalan, l'échange de jeunes a eu lieu à Roses, lors d'une journée consacrée aux sports nautiques et à l'évaluation du travail partagé jusqu'à présent par les organisateurs et les participants.

En troisième lieu, vient la publication avec la collaboration de la fondation Ferrer i Guàrdia, de *l'Étude pour la prévention et l'amélioration de la santé des jeunes dans l'espace transfrontalier. Alt Empordà-Pyrénées-Orientales*. Le groupe de jeunes participant à l'échange transfrontalier a réalisé une campagne vidéo de prévention contre la toxicomanie et de promotion de saines habitudes de vie

Ce travail transfrontalier a permis de poursuivre la campagne de sensibilisation impliquant, du côté catalan, le service Jeunesse du Consell comarcal et le Centre de Noves Oportunitats et, du côté français, l'École régionale de



Deux actions spécifiques ont été menées : un séminaire à Figueres, qui a réuni 60 professionnels, dans le but de diffuser les bonnes pratiques de part et d'autre de la frontière, et l'élaboration de recommandations pour la prévention et l'amélioration de la santé des jeunes dans l'espace transfrontalier (Alt Empordà-Pyrénées-Orientales).

habitudes saines parmi des groupes de jeunes de part et d'autre de la frontière.

Côté français, cet échange a pris la forme d'une journée à Tautavel, qui a permis aux participants de partager le travail de sensibilisation en pleine nature, suivie d'une visite de Perpignan, avec une course d'orientation dans la



Ces dernières années, diverses actions ont été menées qui ont facilité un réseau de travail transfrontalier visant à améliorer la prise en charge et la prévention de la santé des jeunes.

la 2ème chance et le CEMEA 66. En 2019, une journée de réflexion et de travail transfrontalier a été organisée à Figueres autour de la conception d'une campagne et du film *Petites décisions, grandes conséquences*, qui a permis de présenter le résultat du travail transfrontalier réalisé par les deux associations participantes. ■

# L'essor du réseau professionnel transfrontalier dans l'accueil des migrants

Abdessalam Loukan | Ouafae Acharki | Neus Juanola

**Le projet Prospectsaso a doté l'Équipe d'inclusion et d'aide à la communauté d'un espace d'opportunité très intéressant pour avancer dans la création d'un réseau professionnel en milieu transfrontalier, axé sur l'accueil des migrants.**

Au cours des trois dernières années, nous avons organisé quatre séminaires de travail à Figueres, auxquels ont participé plus d'une centaine de personnes travaillant dans des administrations et associations spécialisées dans l'accueil des étrangers. Nous avons pu découvrir in situ la façon de travailler de ces structures, nous avons suivi une formation spécifique dans des centres français et avons co-organisé d'autres séminaires à Perpignan et Rivesaltes.

Dans ces espaces de travail, nous avons pu constater que les deux modèles d'accueil sont basés sur des paradigmes opposés. Alors que l'accueil en Catalogne dépend directement de

service de premier accueil quelle que soit la situation administrative de ces personnes, il en va tout autrement en ce qui concerne l'accès aux prestations publiques. Dans ce cas, cet accès est conditionné à l'obtention d'un titre de séjour et, dans ce cadre, la loi sur l'immigration criminalise l'immigration clandestine.

Le réseau professionnel pour l'accueil des migrants repose donc sur des espaces d'aide et de soutien très distincts. En France, l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés est assuré par des associations spécialisées dans ce type d'accompagnement. Elles fournissent des informations, un accès aux besoins fondamentaux et des conseils juridiques.

En Catalogne, l'Administration doit garantir l'accès au service de premier accueil, mais l'accès aux ressources publiques dépend de l'inscription sur le registre municipal des habitants. Parallèlement, l'Administration catalane travaille avec des associations du secteur tertiaire afin qu'elles puissent



**En France, l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés est assuré par des associations spécialisées dans de type d'accompagnement.**

antiraciste et revendicatif, qui sont critiques à l'égard du modèle d'accueil et du racisme structurel et systémique de l'Administration. Ces associations sont présentes de part et d'autre de la frontière et ont une plus longue histoire côté français.

Les espaces de travail mis en place avec ces structures et associations ont avant tout été destinés à promouvoir une perspective de travail basée sur le développement du pouvoir d'agir des migrants et à partager des exemples de bonnes pratiques. Ces espaces ont fait émerger un besoin commun des professionnels,



l'Administration, qui facilite l'accès aux droits et permet la régularisation de la situation administrative des migrants, dans le modèle français, les personnes en situation irrégulière n'existent pas et ce sont les associations qui se chargent de les accompagner. Ce n'est que lorsqu'ils deviennent des citoyens français que leurs droits sont reconnus.

Si notre modèle, sur le papier, est basé sur l'interculturalité et facilite l'accès au

assurer l'accompagnement et la prise en charge des migrants se retrouvant, par exemple, en situation de demande d'asile ou dans des structures d'accueil pour les jeunes qui ont émigré seuls. D'autres associations s'attachent à couvrir les besoins fondamentaux dans une perspective plus assistantiale.

Dans notre contexte, on commence à voir apparaître de nouvelles associations d'aide aux migrants, avec un discours

à savoir de renforcer les méthodologies de travail afin d'orienter nos interventions dans cette direction. Dans ce contexte, se dessine comme scénario d'avenir plausible de pouvoir orienter les travaux transfrontaliers vers la définition d'un module d'accueil commun axé sur la perspective des droits humains universels en vue de garantir, au-delà de la réglementation étatique, les droits fondamentaux dans un contexte de crise économique, sociale et sanitaire mondiale. ■

# Placer la participation et les savoirs des personnes en situation de vulnérabilité au cœur des projets et des interventions sociales

Neus Juanola | Imma Quintana

En novembre 2017, nous avons participé à un séminaire organisé par l'Institut du travail social d'Érasme de Toulouse dans le cadre du projet Prospectsaso. Ce séminaire s'est concentré sur une question clé : la participation des personnes en situation de vulnérabilité dans la formation en travail social.

Pour pouvoir y participer, il fallait notamment que l'équipe inscrite soit composée de professionnels et d'utilisateurs des services. L'action impliquait directement les personnes au centre des débats générés par cet espace de travail.

L'expérience s'est avérée unique et très enrichissante. Le séminaire a orienté tous les participants vers un nouveau champ de connaissances né de l'expérience de différentes équipes européennes composées de formateurs, d'étudiants, de professionnels et d'utilisateurs de services sociaux au sein du réseau *Power Us*. Les membres de ce réseau s'emploient à concevoir des stratégies et des interventions spécifiques prônant la participation réelle des usagers des services sociaux dans différents espaces : formation en travail social, dispositifs d'intervention sociale et recherche appliquée.

Cette perspective de travail et de méthodologie valorise les connaissances et le savoir expérimental des personnes en situation de vulnérabilité et leur donne la même reconnaissance que d'autres savoirs et connaissances plus reconnus socialement. C'est une approche qui intègre le savoir des personnes en situation de vulnérabilité (savoir de vie) avec le savoir professionnel (techniciens de l'intervention sociale) et le savoir académique.

L'intérêt de progresser dans la connaissance de cette perspective de travail et de l'intégrer dans notre équipe nous a poussés à vouloir aller plus loin. Premièrement, et dans ce sens, nous avons réorienté l'activité Prospectsaso, axée

sur l'accueil des migrants dans l'espace transfrontalier, que nous codirigeons avec l'Institut régional du travail social (IRTS) de Perpignan, pour en savoir plus sur la méthodologie d'intervention communautaire du croisement des savoirs prônée par l'association française ATD Quart Monde et enseignée par des formateurs de l'IRTS, pour la mettre en pratique et l'expérimenter dans les séminaires de travail organisés au cours de ces dernières années.

Nous avons ensuite associé ce processus d'apprentissage et de formation au programme Dones Referents



Cette perspective de travail et de méthodologie valorise les connaissances et le savoir expérimental des personnes en situation de vulnérabilité et leur donne la même reconnaissance que d'autres savoirs et connaissances plus reconnus socialement.



Comunitaries de l'Alt Empordà, menée par notre équipe, dans le but d'ouvrir cet espace de formation, de travail et de développement du pouvoir d'agir à ces nouvelles figures du domaine de l'intervention sociale, qui assurent un lien direct et servent de pont entre les services et les personnes en situation d'extrême vulnérabilité.

Troisièmement, nous avons intégré un groupe de travail autour de l'Expertise et la transformation sociale, une nouvelle matière introduite par le Master en Éducation sociale de l'université de Gérone suite à cette action du projet transfrontalier, ce qui nous permet de renforcer les connaissances et de partager de bonnes pratiques de travail.

Pour aider à avancer dans la construction de cette perspective de travail dans le domaine de l'intervention sociale, notre équipe a placé au cœur de tous ses projets et de ses interventions communautaires la participation et la reconnaissance du savoir, fruit de l'expérience des personnes en situation de vulnérabilité. Dans cette perspective, nous prôtons l'élaboration et la co-construction de projets, ainsi que leur mise en œuvre et leur évaluation. Nous sommes conscients qu'il reste encore un long chemin à parcourir et que ce chemin constitue un espace d'expérimentation et d'innovation sociale qui générera très certainement de nouveaux projets. ■

# Partager et innover pour mieux accompagner les familles en situation de vulnérabilité

Marta Lloret | Meritxell Pomés | Dolors Terradas

En 2016, le service d'Action sociale du Consell comarcal et l'IRTS de Perpignan ont mené le micro-projet transfrontalier *Le travail social et les compétences parentales. Synthèse du projet Bonnes Pratiques dans le travail sur les compétences parentales pour familles en risque d'exclusion sociale dans l'espace catalan transfrontalier, qui a permis d'identifier des besoins et des objectifs de coopération entre différents acteurs compétents en matière de protection de l'enfance.*

L'un des besoins identifiés appelait à approfondir, de part et d'autre de la frontière, la connaissance des méthodes d'intervention utilisées dans l'accompagnement des familles en situation de vulnérabilité et/ou de risque social.



À cet égard, le projet ProspectSaso a axé l'une de ses actions sur la parentalité positive, une méthodologie basée sur le renforcement des compétences parentales qui intègre les besoins des enfants et les facteurs contextuels, et qui cherche à renforcer les capacités des familles et des enfants, plutôt que de pointer les manques et les lacunes dans l'exercice de la parentalité.

Pour atteindre cet objectif, trois espaces de travail professionnels transfrontaliers ont été créés pour réfléchir sur les

processus d'intervention auprès des familles et des enfants à trois niveaux différents. Y ont participé plusieurs professionnels des services sociaux et de l'EAlA (Équipe d'aide à l'enfance et à l'adolescence), ainsi que des professionnels d'institutions et associations françaises. Les groupes ont eu l'occasion de visiter plusieurs structures et ont travaillé sur les objectifs suivants : 1) l'identification de bonnes pratiques ; 2) la création d'un outil d'évaluation commun pour l'intervention à domicile ; et 3) l'élaboration d'une proposition de protocole de travail transfrontalier.

Suite au travail réalisé, le premier groupe de travail a produit conjointement un document compilant les bonnes pratiques de parentalité positive : *Partager et innover pour mieux accompagner les familles en situation de*

*vulnérabilité. Recueil transfrontalier de bonnes pratiques.*

Le travail conjoint du second groupe a démontré que le système de protection de l'enfance et les ressources pour l'aide à domicile varient énormément de part et d'autre de la frontière. La réflexion transfrontalière a toutefois abouti sur la rédaction d'un décalogue méthodologique sur l'intervention à domicile qui a débouché sur la conception d'un outil d'évaluation reposant avant tout sur la construction du lien profes-



La parentalité positive est une méthodologie basée sur le renforcement des compétences parentales qui intègre les besoins des enfants et les facteurs contextuels, et qui cherche à renforcer les capacités des familles et des enfants.

sionnel/familial et sur le renforcement des compétences parentales en plaçant la famille au centre de son propre développement et de son amélioration.

Concernant la proposition de protocole travaillée par le troisième groupe, c'est la forte valeur ajoutée de la coopération qui en est ressortie. D'un point de vue professionnel, cela a permis de créer un espace d'échange riche en expériences et en connaissances, qui s'est matérialisé par une proposition de protocole pour travailler sur des cas communs dans l'espace transfrontalier.

Les professionnels qui ont participé au projet ont pu engranger des apprentissages divers et variés : partager une culture professionnelle qui nous a permis d'identifier des valeurs et des principes de travail communs dans l'accompagnement des familles ; co-construire des méthodologies et des outils d'intervention à partir d'expériences partagées dans différents milieux professionnels ; proposer de possibles itinéraires de formation spécialisée dans l'aide aux enfants, aux adolescents et aux familles dans une perspective transfrontalière ; accroître la mobilité professionnelle transfrontalière et l'accès à de nouvelles possibilités de formation et de travail et, enfin, participer à des espaces d'innovation, de création et de critique constructive à l'égard des systèmes de protection et des services d'aide aux familles, de part et d'autre de la frontière. ■



# Prévention de la maltraitance des personnes âgées

Glòria Pla | Roger López | Rosa Guixé

La participation au projet Prospect-saso s'est avérée très positive. Une formidable opportunité dans notre vie professionnelle quotidienne qui a favorisé l'innovation, la possibilité de partager des apprentissages, des informations et des connaissances avec d'autres équipes pour découvrir d'autres méthodologies de travail, créer des espaces d'échange professionnel et élargir nos perspectives.

Dans le cas du travail effectué dans le domaine de la prévention de la maltraitance des personnes âgées, le projet a été l'occasion d'aller plus loin et de par-



affectent négativement la perception du vieillissement et peuvent conduire à des comportements abusifs.

Il nous appartient à tous de créer des territoires bienveillants et respectueux où nous pouvons vivre et vieillir dans la

dignité. Cela nous concerne tous, les professionnels, les personnes âgées et l'ensemble de la communauté. Il est donc nécessaire de sensibiliser et de former les professionnels afin de tisser un réseau communautaire qui regarde les situations de maltraitance en face et les rend visibles.

Dans le cadre du projet Prospect-saso, nous nous sommes penchés sur deux axes de travail pour atteindre cet objectif. Un premier, centré sur la formation spécifique des professionnels pour progresser dans l'identification des cas de maltraitance et dans la connaissance de ce phénomène et de sa complexité, dans le but d'améliorer la prévention, la détection, l'intervention et l'évaluation. Un second, visant à sensibiliser les personnes âgées elles-mêmes et la communauté : amener les personnes âgées à prendre conscience de leurs droits, de ce qui relève d'une maltraitance et des situations abusives, et sensibiliser la communauté. ■

des outils d'aide permettant d'identifier les premiers facteurs de risque le plus tôt possible. Les interventions conçues sont à visée préventive afin de pouvoir traiter à temps les situations signalées.

Lorsque nous avons abordé ce problème, nous avons utilisé le concept de bientraitance des personnes âgées pour sensibiliser au besoin de parler du vieillissement actif à partir de nouveaux paradigmes dépassant les concepts négatifs utilisés au quotidien pour parler des personnes âgées, comme charge familiale, problème, passivité, maladie ou dépendance. Malheureusement, les personnes âgées finissent par intérioriser ces étiquettes. Cela génère des souffrances, des situations qui affectent leur estime de soi et des facteurs de risque.

Pour promouvoir le vieillissement autonome et actif, il convient de porter un regard plus sensible sur les personnes âgées, en luttant contre les stéréotypes et les préjugés liés à l'âge, l'*âgisme*, qui



L'action du projet axée sur la prévention de la maltraitance des personnes âgées a généré un espace de travail et des outils d'aide permettant d'identifier les premiers facteurs de risque le plus tôt possible.

tager des stratégies de travail et des outils d'intervention avec des professionnels de l'intervention sociale en France, en Andorre et au Pays basque, avec tout l'enrichissement humain et professionnel que cela implique.

La maltraitance des personnes âgées est une réalité très invisible, qui ne se détecte pas suffisamment. Lorsque ces cas sont signalés, il est souvent trop tard ou les situations sont déjà très graves. La maltraitance des personnes âgées est encore une réalité cachée, qui passe inaperçue. Souvent, ceux qui en ont connaissance regardent ailleurs et la personne qui souffre a peur de porter plainte.

L'action du projet axée sur la prévention de la maltraitance des personnes âgées a généré un espace de travail et

# Nous renforçons le réseau entre les professionnels et les centres de formation des universités

Luci Alvarado | Montse Sánchez | Imma Quintana

Les travaux menés dans le cadre de cette action du projet **Prospectsaso** ont porté sur l'état de la recherche dans le domaine de l'intervention sociale. Le groupe, formé par différents professionnels de l'intervention sociale des comarques de Gérone et du corps enseignant de l'Université de Gérone, s'est employé pendant les quatre années qu'a duré le projet à mettre en place différents espaces de réflexion et de recherche.

Les objectifs de ce groupe de travail étaient les suivants : 1) analyser le degré d'intégration de la recherche dans le quotidien des différents domaines d'intervention du travail social dans les comarques de Gérone et 2) instaurer une formule stable facilitant les relations et le transfert mutuel de connaissances entre l'université et les professionnels de l'intervention sociale.

Il est un fait établi que la proximité des professionnels de l'intervention sociale apportée aux besoins des personnes et des groupes, ainsi que les informations et la documentation générées par leur travail, constituent des sources valables pour la recherche. Ce travail de groupe a été l'occasion de prendre conscience de l'importance de collecter, enregistrer, systématiser, traiter et interpréter les informations disponibles pour produire des connaissances qui peuvent être transférées et partagées. Il existe un large consensus sur le fait que le système des services sociaux a besoin de la recherche et de la gestion des connaissances pour acquérir une consistance théorique et analytique qui améliore l'intervention et la transformation de la réalité sociale.

Tout ce travail a été restitué dans un document intitulé *Guide pour promouvoir la recherche dans les services sociaux*, que ce groupe a élaboré suite au travail de terrain mené avec différents professionnels et responsables du système des services sociaux des comarques de Gérone. Mentionnons particulièrement

la partie sur l'identification des obstacles qui entravent le développement de la recherche dans le domaine social, mais aussi, et surtout, les recommandations finales visant à promouvoir la recherche dans le domaine du travail social.

Dans le cadre de ces propositions et recommandations, les différentes équipes du service d'Action sociale du Consell Comarcal de l'Alt Empordà s'emploient à optimiser et à systématiser la collecte de données afin d'alimenter l'Observatoire social de l'Alt



Le système des services sociaux a besoin de la recherche et de la gestion des connaissances pour acquérir une consistance théorique et analytique qui améliore l'intervention et la transformation de la réalité sociale.



Empordà, entre autres objectifs. Cet espace d'analyse et de recherche, qui est géré par l'Équipe d'inclusion, permet aux autres équipes d'exploiter les données, d'analyser, de réfléchir et de prendre des décisions, aussi bien à caractère interne que concernant la conception de projets et d'actions pour répondre aux besoins identifiés. À ce titre, nous misons sur l'intégration totale du programme GESS dans le quotidien de notre intervention et travaillons à son amélioration.

Cette collecte systématique d'informations nous permet d'élaborer des diagnostics des communes et de la comarque et d'identifier plus précisément les besoins de la population. L'analyse de ces données permet de mieux plani-

fier les projets et les actions dans la comarque, en les adaptant aux situations identifiées.

Nous pensons toutefois que l'enjeu le plus immédiat, au-delà de surmonter les difficultés réelles rencontrées dans le processus d'intégration des espaces de recherche dans les espaces de travail les plus quotidiens du service d'Action sociale, est de valoriser le travail d'aide sociale et le travail de recherche de manière égale. Cela se produira très probablement si nous parvenons à vivre la recherche en matière de travail social non pas comme un privilège, mais comme une tâche de plus dans notre travail de tous les jours. ■